



Centre d'économie du développement

IFReDE - GRES - Université Bordeaux IV

Document de travail

DT/130/2006

**Les promesses non tenues
du (second) consensus de Washington
dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes
(1990-2003)**

par

Eric Berr et François Combarnous

Maîtres de Conférences – CED / IFReDE-GRES – Université Montesquieu – Bordeaux IV

Avenue Léon Duguit - 33608 Pessac (France) - tél : 0556842938 - fax : 0556848506

ced@u-bordeaux4.fr

<http://ced.u-bordeaux4.fr>



Centre d'économie du développement

IFReDE - GRES - Université Bordeaux IV

Les promesses non tenues du (second) consensus de Washington dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1990-2003)

par

Eric Berr et François Combarnous

Maîtres de Conférences – CED / IFReDE-GRES – Université Montesquieu-Bordeaux IV

Résumé :

L'objectif de ce papier est double. Nous souhaitons dans un premier temps voir comment, et dans quelle mesure, les pays latino-américains et caribéens ont appliqué les préceptes du second consensus de Washington, c'est-à-dire d'un consensus qui met l'accent sur la libéralisation des mouvements de capitaux. Puis, nous mettons en évidence les effets de ce train de réformes sur leurs économies. Nous constatons ainsi que les pays ayant le plus scrupuleusement suivi ces prescriptions n'ont pas obtenu de meilleurs résultats économiques. Nous notons au contraire que leur situation en matière d'inégalité et d'endettement s'est beaucoup plus dégradée.

Abstract : The false promises of the (second) Washington consensus : Evidence from Latin America and the Caribbean (1990-2003)

The objective of this paper is twofold. Firstly, we show how, and to what extent, Latin-American and Caribbean countries applied the precepts of the second Washington consensus, i.e. a consensus which stresses the capital account liberalization. Secondly, we highlight the effects of this set of reforms on their economies. Thus, we show that countries having most scrupulously followed these recommendations did not obtain better economic results. On the contrary, their situation as regards inequality and debt is getting worse than others.

JEL classification : O11 ; O19

Sommaire

1. Introduction	1
2. L'application du second consensus de Washington dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes	1
1. <i>Qu'est-ce que le second consensus de Washington ?</i>	2
2. <i>L'indicateur de suivi du second consensus de Washington</i>	3
3. L'efficacité du second consensus de Washington en question	7
4. Conclusion	12
Références bibliographiques	13
Annexes	15

1. Introduction

Depuis l'éclatement de la crise de la dette en 1982, qui débute avec le défaut de paiement du Mexique, les pays latino-américains vivent au rythme des programmes d'ajustement structurel et des stratégies de lutte contre la pauvreté initiés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Basées sur la promotion d'ajustements de marché, sur une réduction du rôle de l'État et sur une ouverture extérieure croissante, ces politiques ont été codifiées par Williamson [1990] et son *consensus de Washington* dans un programme qui édicte les dix commandements de la bible économique néoclassique.

La potion qui va être administrée aux pays latino-américains par les institutions financières internationales (IFI) à partir du début des années 1990 diffère toutefois de la recette initiale de Williamson sur deux points : la définition d'un taux de change compétitif et le degré de libéralisation financière. Pour Williamson, un taux de change compétitif suppose un régime intermédiaire, plus prompt à éviter une surévaluation de la monnaie nationale qui pénaliserait les exportations, alors que les IFI vont promouvoir dans les années 1990 des régimes de change extrêmes — les « solutions en coin » —, c'est-à-dire totalement fixes (comme dans le cas d'un currency board) ou complètement flexibles. En ce qui concerne la libéralisation financière¹, Williamson clamera à de nombreuses reprises (Williamson [2000], [2004]) son opposition à la libéralisation du compte de capital même s'il est favorable à la suppression des barrières à l'entrée des investissements directs étrangers (IDE). Plus généralement, il regrettera que l'utilisation qui a été faite du consensus de Washington ne corresponde pas à son projet initial.

La libéralisation financière va être un élément majeur des politiques défendues par les IFI dans les années 1990, donnant ainsi naissance à un « second » consensus de Washington (Bresser-Pereira et Varela [2004])². Alors que le « premier » consensus — celui des années 1980 — mettait l'accent sur les politiques de stabilisation et les réformes structurelles, le second encourage l'ouverture du compte de capital afin d'attirer une épargne étrangère censée favoriser la croissance économique (Bresser-Pereira [2002]).

L'objectif de ce papier est double. Nous souhaitons dans un premier temps voir comment, et dans quelle mesure, les pays latino-américains et caribéens ont appliqué les préceptes du second consensus de Washington pour ensuite mettre en évidence les effets de ce train de réformes sur leurs économies.

2. L'application du second consensus de Washington dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes

Chacun s'accorde à reconnaître que l'Amérique latine a été la partie du monde où les préceptes libéraux du second consensus de Washington ont été le plus largement suivis (Birdsall et de la Torre [2001], Ocampo [2004], Rodrik [2004], Sanchez [2003]). Cependant, les multiples dimensions de ce programme, que nous détaillerons dans un premier temps, rendent impossible toute évaluation immédiate et globale du degré d'application de ce dernier. S'il est relativement aisé de mesurer la mise en œuvre de l'un ou l'autre des éléments constitutifs de ce programme, il est bien plus difficile d'obtenir une mesure empirique de l'application de l'ensemble des mesures préconisées. Cela nous

¹ Le processus de libéralisation financière repose sur trois aspects fondamentaux : (i) la libéralisation du secteur financier interne qui englobe la libéralisation des taux d'intérêt, des crédits et de la concurrence bancaire ainsi que la réduction, voire la suppression des réserves obligatoires ; (ii) la libéralisation des marchés financiers, c'est-à-dire la suppression des contraintes quant à la détention de titres par des investisseurs étrangers et l'élimination des obstacles au rapatriement du capital et au versement des dividendes, des intérêts et des bénéfices ; (iii) l'ouverture du compte de capital, c'est-à-dire la possibilité pour les institutions financières d'effectuer des emprunts à l'étranger, l'élimination du contrôle des changes et la libéralisation des flux de capitaux (Ben Gamra et Clévenot [2006]). C'est principalement la réalisation de ce dernier point qui fonde le second consensus de Washington.

² Arestis [2004] parle quant à lui d'un consensus de Washington « révisé ».

amènera à construire un indicateur de suivi du second consensus de Washington afin de pouvoir évaluer le niveau d'engagement des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes dans le train de réformes libérales promu par les IFI.

1. Qu'est-ce que le second consensus de Washington ?

Le second consensus de Washington apparaît au début des années 1990. Alors que le plan Brady semble avoir eu raison de la crise de la dette et que les capitaux affluent à nouveau vers de nombreux PED — qui vont devenir à cette occasion des pays émergents —, les IFI, après avoir porté leur attention dans les années 1980 sur la stabilisation et les réformes structurelles, vont mettre l'accent sur la croissance économique. Mais, plutôt que de recourir à l'endettement, les IFI affirment que c'est en attirant l'épargne étrangère que l'on favorisera la croissance. Cette nouvelle stratégie, qui passe par l'ouverture du compte de capital, marque une deuxième étape dans la mise en œuvre du consensus de Washington puisqu'il s'agit de mener à son terme la libéralisation financière. Dès lors, le second consensus de Washington va comporter 10+1 mesures³ :

(1) Austérité budgétaire (AB) : l'équilibre budgétaire doit être atteint à moyen terme car des déficits budgétaires trop importants sont source d'inflation, de crises de la balance des paiements et de volatilité des capitaux. Officieusement, le retour à l'équilibre budgétaire vise à limiter l'endettement de l'État afin que le remboursement de la dette publique interne ne se substitue pas à celui de la dette publique externe, dont le niveau doit aussi être modéré⁴.

(2) Action sur les dépenses publiques limitant le poids de l'État (PE) : dans une optique néoclassique, la recherche de l'équilibre budgétaire et le désengagement de l'État commandent de baisser les dépenses publiques plutôt que d'accroître la pression fiscale. Il convient également de réduire les subventions afin d'éviter les distorsions de marché⁵.

(3) Promotion d'une politique monétaire orthodoxe basée sur la libéralisation des taux d'intérêt (PM) : les taux d'intérêt doivent être déterminés par le marché et les taux réels doivent être positifs et modérés afin de pouvoir attirer les capitaux internationaux, nécessaires au financement du développement, sans compromettre l'investissement et le remboursement de la dette publique.

(4) Ouverture extérieure (EX) : si Williamson et les IFI s'opposent quant au régime de change à adopter, ils se rejoignent en revanche sur la promotion des exportations comme moyen de favoriser la croissance, tout en maintenant le déficit de la balance des transactions courantes à un niveau qui peut durablement être financé.

(5) Libéralisation commerciale (LIC) : dans sa version initiale, le consensus de Washington envisage simplement, dans une logique de promotion des exportations, de libéraliser les échanges commerciaux. Il s'agit de limiter, voire de supprimer, les barrières tarifaires et non tarifaires.

(6) Compétitivité des investissements directs étrangers (CO) : si la libéralisation totale des mouvements de capitaux n'est pas souhaitée par Williamson, l'existence de barrières freinant l'entrée des investissements directs étrangers (IDE) doit cependant être combattue.

(7) Privatisation (PR) : il existe un large consensus sur ce point car on suppose les entreprises privées mieux gérées que leurs homologues publics. La privatisation a aussi pour objectif d'aider au rétablissement de l'équilibre budgétaire et de réduire l'investissement public, donc le poids de l'État⁶.

(8) Déréglementation (DE) : l'objectif est d'abolir, ou à défaut de réduire, les barrières à l'entrée et à la sortie des marchés, donc d'éliminer les règles qui freinent l'initiative économique et la libre concurrence.

³ Une définition détaillée des variables composant notre futur indicateur est donnée dans l'annexe 1.

⁴ Williamson [1990] concède qu'un déficit budgétaire est acceptable à court terme s'il ne se traduit pas par un accroissement du poids de la dette.

⁵ Si Williamson [1990] pense que la réduction des subventions doit permettre une réorientation des dépenses publiques vers l'éducation, la santé et les investissements d'infrastructure, les IFI vont adopter une approche beaucoup plus radicale consistant à baisser uniformément la dépense publique afin de réduire le poids de l'État.

⁶ Contrairement aux IFI, Williamson considère que dans certains cas (transports publics ou gestion de l'eau par exemple) de telles privatisations sont inappropriées. Stiglitz [2002] le rejoint sur ce point.

(9) Réforme fiscale (RF) : l'objectif est double. Il s'agit d'accroître le nombre de contribuables en élargissant l'assiette fiscale par l'intermédiaire d'une généralisation de la TVA et de réduire les taux d'imposition marginaux.

(10) Droits de propriétés (DP) : il s'agit de renforcer les droits de propriété et d'assurer un cadre légal permettant la défense des intérêts privés.

(10+1) Libéralisation financière (LIF) : c'est la mesure phare du second consensus de Washington. Alors que Williamson [1990], [2000] prend soin de préciser que la libéralisation des mouvements de capitaux n'est pas une priorité, celle-ci sera pourtant imposée dans les années 1990 sous la pression des IFI, parachevant le mouvement de libéralisation financière.

2. L'indicateur de suivi du second consensus de Washington

De nombreuses études ont déjà permis de mettre en évidence l'impact de telle ou telle mesure du consensus de Washington sur un certain nombre de variables caractéristiques du niveau de développement. Il est en revanche bien plus difficile d'obtenir une mesure empirique de l'application de l'ensemble des mesures préconisées. Dans cette optique, Lora [2001] construit un index de réformes structurelles mesurant les progrès accomplis dans cinq domaines : la politique commerciale, la politique financière, la politique fiscale, les privatisations et la réforme du marché du travail. Correa [2002] complète cette approche en considérant la possible complémentarité entre les cinq domaines précédemment évoqués. Pour notre part, nous souhaitons pouvoir évaluer précisément le niveau d'engagement des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes dans le train de réformes libérales que constitue le second consensus de Washington. À cet effet, nous proposons de mobiliser les techniques de l'analyse des données⁷.

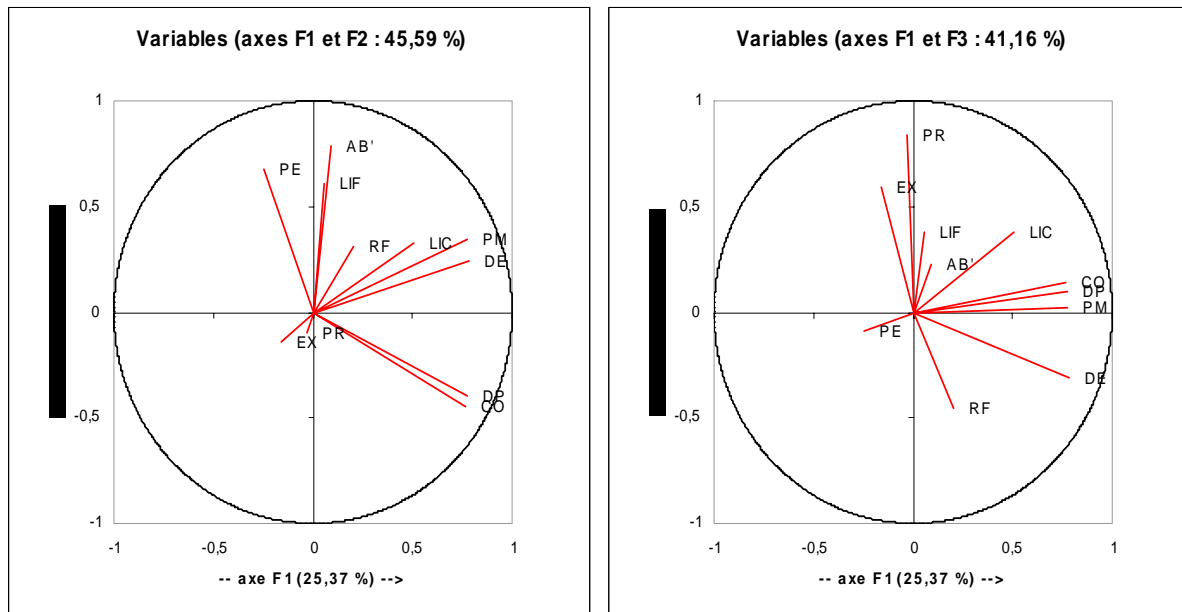
Parmi les différentes méthodes offertes par l'analyse des données, l'analyse en composantes principales (ACP) s'applique à des tableaux à deux dimensions croisant des individus (les pays) et des variables quantitatives (les différentes dimensions des programmes des IFI). Le bilan des *liaisons* entre variables qu'établit l'ACP constitue pour nous l'apport le plus important. En effet, il permet de fournir une suite d'axes factoriels qui ne sont autres que des variables synthétiques constituant les meilleurs « résumés » possibles de l'ensemble des variables initiales⁸. Le choix des données requiert ici une attention toute particulière et pose un certain nombre de difficultés. En effet, il importe d'éviter la confusion entre la mesure des *objectifs* des politiques préconisées et celle des *moyens* mis en œuvre pour les atteindre. Notre but étant de juger du degré effectif d'application des politiques, nous avons choisi de ne retenir que des variables mesurant le niveau d'achèvement des objectifs de ces dernières. D'autre part, il est clair que certains de ces objectifs, comme par exemple l'état des droits de propriété dans un pays, ne peuvent a priori être appréhendés que par des variables qualitatives auxquelles ne s'adapte pas la technique d'analyse retenue. Il a donc été nécessaire de rechercher ou d'établir onze variables *quantitatives* permettant d'appréhender du mieux possible chacune des dimensions du second consensus de Washington. Les sources de ces données ainsi que les détails techniques concernant leur construction sont intégralement reportés dans l'annexe 1.

Nous disposons, pour l'année 2003 et pour 23 pays d'Amérique Latine et de la Caraïbe, de onze variables quantitatives traduisant les onze dimensions essentielles des politiques prônées par les IFI. Les résultats de l'ACP de ce tableau de données⁹ sont satisfaisants quant à notre objectif principal. Les trois premiers facteurs captent plus de 60 % de la dispersion du nuage de points dans l'espace vectoriel à onze dimensions qui nous intéresse. Ainsi, les trois nouvelles variables synthétiques constituées des

⁷ D'une manière générale, la majeure partie des travaux utilisant l'analyse des données vise à mettre en évidence des typologies d'individus et/ou de variables étudiées. Cependant, il est possible d'envisager différemment les résultats et d'utiliser l'analyse factorielle afin de construire des variables composites. À l'instar de Filmer et Pritchett [1998], Sahn et Stifel [2000] ou Berr et al. [2006], nous utiliserons l'analyse des données pour déterminer les pondérations associées aux variables qui composent une suite de variables synthétiques non observables mesurant le degré d'application du second consensus de Washington (ICW).

⁸ Plus précisément, l'ACP offre la possibilité d'observer un ensemble de nouvelles variables qui constituent les combinaisons linéaires les plus liées à l'ensemble des variables initiales, au sens du critère maximisant la somme des carrés des corrélations entre les variables initiales et ces variables synthétiques.

⁹ Les principaux résultats de l'ACP sont reproduits à l'annexe 2. Les résultats complets ainsi que les données initiales sont disponibles auprès des auteurs.

Figure 1 : Projection des onze variables sur les plans factoriel (F_1, F_2) et (F_1, F_3)

trois premiers axes factoriels de l'analyse permettent de réduire de onze à trois le nombre de variables observées tout en conservant plus de 60 % de l'inertie de l'ensemble des variables initiales.

Les cercles des corrélations présentés à la figure 1 constituent la projection des onze variables actives sur les deux premiers plans factoriels. Ils permettent d'effectuer un bilan des liaisons entre variables et surtout de caractériser les trois variables synthétiques produites par l'analyse. L'étude conjointe des trois axes fait apparaître un phénomène particulièrement intéressant. Chacune des variables de synthèse produites est principalement orientée par un ensemble de variables initiales distinct. Ainsi, ce sont les variables liées à la déréglementation, aux droits de propriété, à la politique monétaire orthodoxe, à la compétitivité et dans une moindre mesure à la libéralisation commerciale qui contribuent à plus de 95 % de l'inertie de l'axe 1. À l'intérieur de cet ensemble de mesures menées conjointement, les degrés de mise en œuvre de celles liées à la compétitivité, à la déréglementation, à la politique monétaire et aux droits de propriété sont fortement corrélés. La libéralisation commerciale est quant à elle significativement corrélée à l'existence d'une politique monétaire orthodoxe. De la même façon, ce sont les variables liées à l'austérité budgétaire, au poids de l'État et à la libéralisation financière qui captent près des deux tiers de l'inertie de l'axe 2 et les variables liées aux privatisations et aux exportations expliquent plus de 60 % de celle de l'axe 3¹⁰. Il apparaît par conséquent que l'avancement en 2003 des pays d'Amérique latine et des Caraïbes vers les objectifs des IFI ne s'établit pas nécessairement de manière homogène sur les onze variables considérées, ce que confirme Correa [2002] à partir d'une approche semblable. Il recouvre au contraire trois dimensions distinctes et globalement non corrélées. Chacune de ces dimensions du second consensus de Washington rassemble un ensemble de mesures apparemment appliquées de façon simultanée dans les pays observés. Cela signifie que parmi les pays observés, certains peuvent être très engagés dans l'application de l'une ou l'autre des dimensions que nous venons d'identifier, sans pour autant avoir fait « d'efforts » significatifs concernant l'application de l'une ou l'autre des deux autres dimensions. Ainsi, et sans que les frontières entre les trois dimensions du second consensus de Washington soient étanches, car elles traduisent différents aspects d'un même phénomène, nous suggérons que l'axe 1 regroupe plutôt les réformes structurelles privilégiant le recours aux marchés. L'axe 2 concerne le poids de l'État, la variable LIF se traduisant ici par un désengagement de celui-ci en matière financière mais aussi dans le domaine des changes. L'axe 3 intègre quant à lui la dimension extérieure, les privatisations se

¹⁰ La variable concernant la réforme fiscale contribue également en partie à l'orientation de l'axe 3, mais sa faible qualité de représentation nous incite à ne pas la retenir dans les développements à venir.

traduisant souvent par des prises de contrôle de groupes étrangers qui ne souhaitent pas forcément investir le marché local.

Nous dégageons donc ici trois indicateurs *quantitatifs* de suivi du second consensus, qui affectent respectivement à chaque pays la valeur de leurs projections sur les trois premiers axes factoriels. En l'état, ces indicateurs ne permettent toutefois pas de répondre complètement aux objectifs de cette étude. Dans la perspective de juger à la fois de la procédure de mise en œuvre du second consensus et de son effet sur certains indicateurs économiques et sociaux, il importe d'opérer une analyse dynamique – ou du moins statique comparative – des *évolutions* de ces différentes variables. Il convient alors de mesurer le degré d'avancement des trois dimensions du second consensus à des périodes antérieures à 2003. Ainsi, nous pourrions également confronter non plus le degré d'application du consensus, mais l'intensité de la mise en œuvre des mesures constitutives de ce dernier, à l'évolution d'un ensemble d'indicateurs économiques et sociaux pertinents¹¹.

Sur cette base, on peut alors mesurer des évolutions temporelles dans la mise en œuvre des différentes dimensions du consensus¹². Le tableau 1 propose un ensemble de statistiques descriptives concernant l'état d'avancement et les évolutions des trois dimensions du second consensus de Washington¹³.

La lecture du tableau 1 fait apparaître un certain nombre d'éléments importants. D'abord, si l'on s'intéresse à l'état d'avancement des différentes dimensions des politiques préconisées par les IFI, on constate qu'en 2003, le Chili est le pays le plus nettement engagé dans les mesures constituant la première dimension. Il est suivi dans cette voie par des pays tels que le Costa Rica ou Trinité et Tobago. À l'inverse, le Venezuela fait figure de mauvais élève concernant cette dimension. Du point de vue de la seconde dimension, ce sont le Guatemala, Haïti et le Salvador qui se distinguent, à l'inverse de l'Argentine et surtout du Brésil, très en deçà des valeurs moyennes observées pour cette dimension. Cette observation montre la difficulté rencontrée par les IFI dans leur volonté de réduire l'influence de l'État dans de « grands » pays en développement qui entendent jouer un rôle sur la scène internationale. Enfin, la troisième dimension distingue le Brésil, le Panama, le Pérou, le Mexique, le Chili et l'Argentine, pour lesquelles les mesures concernant les privatisations et les exportations semblent avoir été largement opérées, ce qui n'est apparemment pas le cas au Belize, au Guyana et en Colombie.

Du point de vue des évolutions observées au cours de la période 1990-2003, la première évidence est que le rythme général d'application des préceptes du second consensus n'est pas homogène au cours du temps¹⁴. Alors qu'au cours de la période 1990-1995, la mise en œuvre des trois dimensions se fait globalement de manière vigoureuse, la période 1995-2000 marque un très fort ralentissement de l'engagement des 23 pays retenus dans l'application des mesures préconisées par les IFI, à tel point que l'on peut même observer une tendance générale à un recul dans l'application des mesures liées aux deux dernières dimensions. L'explication doit très certainement être cherchée du côté des crises financières qu'ont connues un certain nombre de pays d'Amérique latine — Mexique (1994-1995), Brésil (1998), Argentine (1995), Venezuela (1994-1995) par exemple —, conduisant à

¹¹ La technique d'analyse des données dite des individus supplémentaires permet de connaître la position de certains individus sur les axes déterminés par le reste de la population. Ces individus supplémentaires seront les 23 pays d'Amérique latine et des Caraïbes observés en 1990, 1995 et 2000. Ils ne participent pas à la création des axes factoriels, mais leur position dans l'espace vectoriel dirigé par les onze variables constitutives du second consensus peut être projetée sur les plans factoriels déterminés par les individus actifs — les 23 pays observés en 2003. Il devient alors possible de mesurer pour chaque pays une valeur traduisant l'avancement dans l'application de chacune des trois dimensions synthétiques du consensus en 1990, 1995 et 2000.

¹² Cette technique pose la question de l'année de référence retenue pour étudier les évolutions temporelles. En effet, il aurait été possible de pratiquer l'ACP sur les données de 1990 et de projeter les individus supplémentaires (1995, 2000 et 2003) sur les axes produits par celle-ci. Dans ce cas, on observe la façon dont les choses ont évolué depuis 90 et non plus de quelle manière on est parvenu à la situation de 2003. Ce phénomène est susceptible de produire des résultats différents selon la solution retenue. Ce n'est heureusement pas le cas ici, dans la mesure où les variations observées avec l'année 1990 comme base de calcul sont très fortement et significativement corrélées avec celles obtenus en base 2003.

¹³ On notera que les trois variables de synthèse produites par l'analyse, mais également les évolutions de celles-ci au cours du temps, passent au seuil de 1 % les tests de normalité de Shapiro-Wilk et d'Anderson-Darling.

¹⁴ Nous retrouvons ici un résultat déjà formulé par Berr et Combarrous [2005].

Tableau 1 : Statistiques descriptives de l'état d'avancement et de l'évolution des trois dimensions du second consensus de Washington, 1990 – 2003

Pays		Valeur 2003 ^(*)	Evolution 1990 - 2003	Evolution 1990 - 1995	Evolution 1995 - 2000	Evolution 2000 - 2003
Argentine	Dimension 1	5,51	+ 3,99	+ 6,46	+ 0,59	- 3,06
	Dimension 2	3,27	+ 2,42	+ 6,36	- 1,52	- 2,42
	Dimension 3	8,27	+ 3,11	+ 3,76	- 0,54	- 0,11
Belize	Dimension 1	7,97	+ 2,28	+ 0,44	+ 0,92	+ 0,92
	Dimension 2	3,70	- 0,96	+ 0,94	- 0,41	- 1,49
	Dimension 3	1,01	+ 0,63	- 0,39	+ 1,91	- 0,90
Bolivie	Dimension 1	6,93	+ 1,32	+ 2,54	- 0,23	- 0,99
	Dimension 2	5,90	- 1,65	- 0,03	- 0,70	- 0,93
	Dimension 3	6,70	+ 4,79	+ 2,78	+ 0,06	+ 1,94
Brésil	Dimension 1	5,35	+ 3,27	+ 1,31	+ 3,23	- 1,27
	Dimension 2	1,69	+ 1,69	+ 1,22	+ 2,42	- 1,94
	Dimension 3	10,0	+ 4,73	+ 0,90	+ 1,46	+ 2,37
Chili	Dimension 1	10,0	+ 3,01	+ 2,11	+ 0,61	+ 0,29
	Dimension 2	5,42	+ 0,96	+ 1,66	- 1,73	+ 1,03
	Dimension 3	8,38	+ 0,19	- 0,74	+ 0,40	+ 0,53
Colombie	Dimension 1	6,58	+ 2,18	+ 0,98	+ 0,66	+ 0,54
	Dimension 2	4,73	- 0,36	+ 1,60	- 3,17	+ 1,22
	Dimension 3	2,66	+ 0,28	+ 1,75	- 0,94	- 0,53
Costa Rica	Dimension 1	8,56	+ 2,00	+ 0,99	+ 0,92	+ 0,09
	Dimension 2	6,65	+ 1,52	+ 1,22	- 0,09	+ 0,38
	Dimension 3	7,84	+ 1,59	+ 0,23	+ 1,57	- 0,21
République Dominicaine	Dimension 1	6,65	+ 3,75	+ 2,28	+ 1,18	+ 0,29
	Dimension 2	5,51	+ 1,21	+ 1,27	+ 0,23	- 0,30
	Dimension 3	6,19	+ 1,56	+ 2,07	- 2,15	+ 1,64
Equateur	Dimension 1	4,99	+ 3,07	+ 3,92	- 1,09	+ 0,25
	Dimension 2	7,09	+ 4,94	+ 4,31	- 1,85	+ 2,49
	Dimension 3	6,84	+ 2,91	+ 2,80	- 0,67	+ 0,78
El Salvador	Dimension 1	7,76	+ 3,71	+ 2,46	+ 1,48	- 0,24
	Dimension 2	8,66	+ 1,27	+ 0,68	+ 0,42	+ 0,17
	Dimension 3	7,51	+ 1,95	+ 3,53	- 0,63	- 0,95
Guatemala	Dimension 1	5,93	+ 2,00	+ 1,77	- 0,81	+ 1,04
	Dimension 2	8,03	+ 1,58	+ 1,78	- 1,37	+ 1,17
	Dimension 3	7,74	+ 1,71	+ 3,21	- 1,29	- 0,21
Guyana	Dimension 1	8,37	+ 3,68	+ 2,40	+ 1,39	- 0,11
	Dimension 2	4,84	+ 2,47	- 2,06	+ 2,14	+ 2,39
	Dimension 3	2,61	- 3,65	- 4,38	+ 0,19	+ 0,55
Haïti	Dimension 1	5,40	+ 2,61	+ 0,54	+ 2,42	- 0,35
	Dimension 2	10,0	+ 3,51	+ 0,23	+ 1,61	+ 1,67
	Dimension 3	3,74	- 0,94	+ 0,05	+ 1,99	- 2,98
Honduras	Dimension 1	7,02	+ 2,03	+ 0,75	+ 0,68	+ 0,59
	Dimension 2	7,09	+ 1,67	- 0,13	- 0,16	+ 1,97
	Dimension 3	4,51	+ 0,27	+ 0,12	- 1,18	+ 1,33
Jamaïque	Dimension 1	7,77	+ 2,02	+ 0,30	+ 1,40	+ 0,31
	Dimension 2	4,10	- 0,54	+ 0,98	- 0,85	- 0,66
	Dimension 3	4,35	+ 0,05	+ 1,35	- 0,92	- 0,38
Mexique	Dimension 1	6,62	+ 0,84	+ 0,81	- 0,74	+ 0,77
	Dimension 2	5,06	- 0,89	- 0,45	- 1,26	+ 0,82
	Dimension 3	8,69	+ 2,66	+ 1,62	+ 0,11	+ 0,94
Nicaragua	Dimension 1	7,51	+ 5,98	+ 4,90	+ 0,82	+ 0,26
	Dimension 2	7,86	+ 7,27	+ 6,30	- 1,40	+ 2,38
	Dimension 3	3,54	+ 2,08	+ 0,79	+ 1,38	- 0,09
Panama	Dimension 1	8,43	+ 2,60	+ 2,79	- 0,35	+ 0,16
	Dimension 2	6,99	+ 0,34	+ 0,28	- 0,53	+ 0,59
	Dimension 3	9,46	+ 1,56	+ 0,12	- 1,29	+ 2,73
Paraguay	Dimension 1	4,76	+ 1,09	+ 2,74	- 1,46	- 0,19
	Dimension 2	8,01	+ 1,12	+ 2,33	- 1,56	+ 0,36
	Dimension 3	7,28	- 0,29	+ 0,44	- 5,55	+ 4,81
Pérou	Dimension 1	7,12	+ 7,12	+ 6,54	+ 0,95	- 0,37
	Dimension 2	7,49	+ 5,55	+ 3,84	+ 1,11	+ 0,59
	Dimension 3	8,76	+ 3,91	+ 2,94	+ 0,50	+ 0,48
Trinidad et Tobago	Dimension 1	8,50	+ 2,53	+ 2,07	+ 0,95	- 0,48
	Dimension 2	6,08	+ 2,03	+ 1,42	- 0,85	+ 1,46
	Dimension 3	7,38	+ 2,70	+ 1,80	- 2,04	+ 2,94
Uruguay	Dimension 1	6,53	+ 0,81	+ 0,45	+ 1,30	- 0,94
	Dimension 2	4,58	- 2,12	+ 0,31	- 1,65	- 0,78
	Dimension 3	7,22	+ 1,53	+ 1,52	- 2,15	+ 2,16
Venezuela	Dimension 1	3,50	+ 0,78	+ 0,15	+ 2,23	- 1,60
	Dimension 2	4,93	+ 0,55	- 0,56	+ 1,43	- 0,31
	Dimension 3	4,39	+ 1,29	+ 1,64	- 0,35	0,00
Ensemble (23 pays)	Dimension 1	6,86	+ 2,72	+ 2,16	+ 0,74	- 0,18
	Dimension 2	5,99	+ 1,47	+ 1,46	- 0,42	+ 0,43
	Dimension 3	6,31	+ 1,50	+ 1,21	- 0,44	+ 0,73

(*) Pour faciliter la lecture, les valeurs obtenues initialement — les coordonnées des pays à différentes dates sur les trois premiers axes factoriels — ont été ramenées par interpolation linéaire dans l'intervalle [0 ; 10]. Pour chaque dimension, la valeur zéro est donc affectée au pays présentant la coordonnée la plus faible et la valeur 10 au pays présentant la valeur la plus forte sur cet axe, quelque soit l'année considérée.

des problèmes de balance des paiements (dimension 3) et à une défiance croissante à l'égard des politiques de désengagement promues par les IFI (dimension 2). Si la période 2000-2003 marque une relative reprise des mesures liées à ces deux dimensions, elle est aussi celle au cours de laquelle on peut constater un recul concernant l'application des mesures liées à la première dimension, confirmant les réticences de plus en plus fortes à l'égard de réformes structurelles jugées responsables de ces crises (Stiglitz [2000], [2002], Sanchez [2003], Davidson [2004], Lapeyre [2004], Berr et Combarrous [2005]). Si l'on se penche sur le cas des différents pays, on peut distinguer les situations remarquables de certains d'entre eux. La Bolivie, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela présentent régulièrement des degrés de mise en œuvre très limités, voir en recul, des différentes dimensions du consensus. On notera malgré tout un engagement notable du Venezuela dans les deux premières dimensions lors de la période 1995-2000. Le Pérou et le Nicaragua font au contraire office de bons élèves, appliquant vigoureusement dans la première période puis de façon régulière dans les deux suivantes les trois dimensions des politiques préconisées par les IFI. Enfin, l'Argentine et le Brésil se distinguent par une application très vigoureuse des préceptes des IFI (respectivement lors des périodes 1990-1995 et 1995-2000) suivie d'un recul très net dans la plupart des dimensions lors de la période la plus récente, confirmant nos conclusions relatives aux effets des crises.

Si l'on s'intéresse, pour nos 23 pays, aux évolutions comparées des degrés de mise en œuvre des différentes dimensions du second consensus de Washington, deux éléments intéressants apparaissent. D'une part, alors qu'il n'existe par définition aucune corrélation entre les degrés d'avancement observés en 2003 du point de vue des trois dimensions retenues, on observe une forte corrélation positive et significative entre les variations des deux premières dimensions au cours de la période 1990-2003. En d'autres termes, cela indique qu'un fort degré d'engagement dans l'une ou l'autre des dimensions du second consensus de Washington ne s'accompagne pas nécessairement d'un engagement fort dans les autres dimensions, mais que les politiques liées aux deux premières dimensions sont, de manière générale, menées conjointement. Cela n'est pas le cas des politiques liées à la troisième dimension, qui semblent être menées indépendamment des deux autres. D'autre part, l'observation d'une forte et significative corrélation négative entre le degré d'engagement des pays dans les deux premières dimensions en 1990 et les variations respectives de ceux-ci entre 1990 et 2003 révèle pour ces deux dimensions un phénomène de convergence qui n'apparaît pas pour la troisième dimension. Les pays les moins avancés en 1990 étant les plus « dynamiques » au cours de la période observées tendent à rejoindre les plus avancés du point de vue des deux premières dimensions, mais cette convergence n'existe pas en ce qui concerne la troisième dimension, beaucoup plus sujette à des facteurs conjoncturels influençant le niveau de la variable EX.

Au-delà de cette description de la façon dont furent mises en œuvre les politiques soutenues par les IFI au cours de la période 1990-2003, il importe maintenant de tenter de juger de l'efficacité de celles-ci vis-à-vis d'un certain nombre d'objectifs qu'elles étaient censées favoriser.

3. L'efficacité du second consensus de Washington en question

Les politiques prônées par les IFI ont pour vocation première de favoriser la croissance économique des pays concernés afin, notamment, de leur permettre de rétablir les conditions de remboursement de leur dette externe. D'une manière globale, l'efficacité de la mise en œuvre de ces politiques doit donc pouvoir se lire à l'aune de l'évolution du taux de croissance économique mais aussi de celle de la dette des pays concernés, car n'oublions pas que les politiques inspirées du consensus de Washington ont été initialement conçues afin de répondre à la crise d'endettement qui a débuté en 1982. Il sera par conséquent nécessaire d'examiner si les pays qui sont les plus avancés dans les différentes dimensions du second consensus et / ou ceux qui ont consenti les efforts les plus importants dans ces différentes dimensions au cours de la période d'observation bénéficient de taux de croissance plus élevés ou d'une évolution favorable concernant leur niveau d'endettement¹⁵. Il sera

¹⁵ L'accent mis sur la dette extérieure s'explique par le fait que les IFI parient sur la mise en œuvre du consensus de Washington pour rendre la dette extérieure soutenable tandis que les opposants au consensus de Washington considèrent cette dette comme un instrument de domination qui ne pourra être remis en cause par des politiques favorisant les créanciers (Toussaint [2005]). Nous souhaitons ainsi fournir des éléments de réponse à cette opposition.

d'autre part essentiel d'estimer l'impact de la mise en œuvre des politiques des IFI sur d'autres variables essentielles telles que la pauvreté et les inégalités. En effet, au-delà de celle de l'hypothétique efficacité des politiques des IFI se pose la question de leur impact sur le bien-être des populations. Les nombreuses critiques émises à leur encontre, évoquant leur possible impact négatif sur la dimension sociale du développement, incitent à un tel questionnement.

Nous pouvons, sur la base de nos indicateurs, confronter le degré de « réalisation » des différentes dimensions du consensus aux indicateurs que les IFI considèrent comme des indicateurs potentiels d'efficacité de leurs politiques. Les variables que nous retiendrons pour caractériser ces différents objectifs seront respectivement les évolutions au cours de la période considérée du PIB, du PIB par habitant, du montant total de la dette externe¹⁶ et du poids du service de la dette dans le PNB¹⁷. D'autre part, nous souhaitons également observer les évolutions des inégalités et de la pauvreté. Les mesures nationales concernant l'inégalité et la pauvreté étant relativement rares et systématiquement datées, il est évidemment peu aisé d'établir des estimations précises de l'évolution de celles-ci au cours de la période observée. Cela étant, il est possible d'établir des ordres de grandeur en ce qui concerne ces évolutions, même si les dates d'enquêtes ne coïncident qu'imparfaitement avec la période d'observation. Ainsi, nous avons mobilisé plusieurs sources¹⁸ afin d'établir une estimation des évolutions de l'inégalité et de la pauvreté dans un certain nombre des pays de l'échantillon au cours de la période 1990-2003. Ces estimations ont vocation à distinguer les pays selon leur « réussite » relative de ces deux points de vue et à confronter celle-ci à la mise en œuvre des réformes.

La lecture des évolutions comparées de ces variables et de la mise en œuvre des différentes dimensions du consensus au cours de la période sous revue peut s'effectuer de différentes manières. L'approche la plus rigoureuse consisterait à établir pour chaque variable-objectif un modèle économétrique dans lequel nos indicateurs seraient des variables exogènes parmi d'autres. Ces modèles permettraient de juger du sens et de l'éventuelle significativité de la relation statistique pouvant exister entre la mise en œuvre du consensus et les variables concernées, *toutes choses égales par ailleurs*. Toutefois, la spécification de tels modèles dépasse largement le cadre de ce travail. Nous focaliserons donc notre attention sur la recherche d'éventuels liens directs entre dimensions du consensus et objectifs. Pour ce faire, il est tout d'abord possible de mesurer des coefficients de corrélation linéaire permettant de juger d'une éventuelle corrélation positive ou négative entre application des différentes dimensions du consensus et objectifs. Il faut toutefois avoir à l'esprit le fait que le nombre relativement faible d'individus dans les populations observées pourra rendre, le cas échéant, ces corrélations particulièrement sensibles à l'effet d'un ou plusieurs individus présentant des valeurs extrêmes. Pour contrôler les biais éventuels liés à l'existence de tels individus, nous pourrions, parallèlement, transformer nos variables continues en variables discrètes à trois modalités déterminées par les quantiles de leurs distributions initiales. Nous observerons alors des tableaux de contingence croisant pour chaque période les modalités « variation faible » [minimum ; p₃₃], « variation moyenne » [p₃₃ ; p₆₆] et « variation forte » [p₆₆ ; maximum] de la dimension observée du consensus et de tel ou tel objectif¹⁹. Les résultats sont exposés dans le tableau 2.

Il apparaît que la mise en œuvre des différentes dimensions du second consensus en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours de la période 1990–2003 n'est pas significativement liée aux évolutions des objectifs de ce dernier. L'engagement dans le processus de réformes ne s'accompagne pas d'une croissance significativement plus forte ou d'une baisse de la pauvreté ou des inégalités. Force est de constater une certaine indépendance statistique entre le degré d'avancement dans les

¹⁶ Cette variable a été préférée au poids de la dette externe (dette externe / PIB) qui traduit en partie l'influence des évolutions du PIB, déjà observées en tant que telles. Nous posons donc la question de savoir si le respect du consensus permet de mieux « contrôler » les évolutions de la *valeur absolue* du montant de la dette.

¹⁷ Toutes ces données sont issues de Banque mondiale [2005a].

¹⁸ Les indices de Gini permettant d'observer les inégalités proviennent de UNU-WIDER [2005] et les pourcentages de la population située en dessous du seuil de pauvreté sont tirés de différentes éditions du *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD et d'un ensemble de rapports sur la pauvreté en Amérique latine émanant de la Banque mondiale, disponibles sur son site internet.

¹⁹ Ce faisant, nous annihilerons les biais liés à la présence d'individus extrêmes, tout en gardant la possibilité de tester statistiquement l'éventualité d'une relation entre les deux variables par l'intermédiaire de tests du khi deux. Nous testerons alors une hypothèse d'indépendance entre les deux variables.

Tableau 2 : Tests de corrélation linéaire sur les variables continues et d'indépendance entre les variables discrètes, dimensions du second consensus et objectifs ; 23 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, 1990 – 2003

<i>Objectifs 1990 - 2003</i> ¹		Dimension 1	Dimension 2	Dimension 3
Variation du PIB	<i>Corrélation</i>	0,261	- 0,071	0,042
	<i>LR chi-square</i> ³	2,438	2,438	6,534
Variation du PIB / hab.	<i>Corrélation</i>	0,310	- 0,051	- 0,056
	<i>LR chi-square</i>	5,210	0,712	6,028
Variation du montant de la dette externe	<i>Corrélation</i>	- 0,075	- 0,344	-0,001
	<i>LR chi-square</i>	2,187	8,917	0,461
Variation du ratio service de la dette / PNB	<i>Corrélation</i>	0,353	0,181	0,434
	<i>LR chi-square</i>	5,349	4,669	4,669
Variation des inégalités ²	<i>Corrélation</i>	0,032	- 0,099	- 0,276
	<i>LR chi-square</i>	1,297	0,872	3,6458
Variation de la pauvreté ²	<i>Corrélation</i>	- 0,205	- 0,242	- 0,030
	<i>LR chi-square</i>	6,882	2,075	3,913

(1) Les données du tableau indiquent la valeur des corrélations et des tests du khi deux entre le degré de mise en œuvre de chacune des dimensions du consensus au cours de la période 1990 – 2003 et l'évolution des objectifs de ce dernier. Les corrélations ou les khi deux significatifs au seuil de 5 % sont indiquées en gras ; (2) Une variation positive des inégalités ou de la pauvreté correspond à une baisse de celles-ci. Les données sur les inégalités ne concernent que 20 pays et celles sur la pauvreté que 17 pays ; (3) parce que le nombre d'observations est relativement restreint à chaque période, le test du khi deux de Pearson pose problème dans la mesure où l'approximation normale de la distribution binomiale peut se révéler imprécise. Il est donc plus approprié d'utiliser ici un test du khi deux basé sur le maximum de vraisemblance (likelihood ratio chi-square).

réformes et les objectifs « avoués » du consensus²⁰. Il semblerait uniquement que les pays ayant le plus avancé dans la dimension 3 soient aussi ceux pour lesquels le ratio service de la dette / PNB s'est le plus aggravé. On notera également que si l'on désagrège la période d'analyse en trois sous périodes (1990-1995, 1995-2000 et 2000-2003) et que l'on étudie les mêmes corrélations au cours de chacune d'entre elles²¹, deux éléments apparaissent : (1) une corrélation positive et significative entre la mise en œuvre de la dimension 2 et le service de la dette au cours de la première période, qui rejoint ce que nous avons déjà établi pour la dimension 3 au cours de la période d'ensemble et (2) une corrélation positive et significative entre la mise en œuvre de la première dimension du consensus et les variations du PIB et du PIB par habitant au cours de la dernière période.

Si nous nous en tenons aux résultats significatifs, nous pouvons formuler trois commentaires. Il apparaît tout d'abord qu'ouverture extérieure croissante et augmentation de la dette extérieure vont de pair. Ainsi, contrairement au discours porté par les IFI, l'ouverture extérieure ne permet pas d'augmenter les stocks de devises nécessaires au remboursement de la dette. La variable PR, constitutive de cette dimension, laisse même à penser que les privatisations se sont traduites par des pertes de recettes pour les États²², participant ainsi à l'accroissement de la dette extérieure. Deuxièmement, nous pouvons légitimement attribuer la corrélation entre le désengagement de l'État et la hausse relative du service de la dette entre 1990 et 1995 à la libéralisation des mouvements de capitaux qui intervient à cette période et qui va provoquer un afflux de capitaux dont la volatilité croissante sera une des causes des crises financières qui toucheront l'Amérique latine à partir de la seconde moitié des années 1990. Cette interprétation est d'ailleurs validée par Arestis [2004], Bresser-Pereira [2002], Bresser-Pereira et Varela [2004], Câmara Neto et Vernengo [2002], Carvalho [2002] et Stiglitz [2000, 2002]. Finalement, la dimension structurelle est positivement reliée au PIB ainsi qu'au PIB par habitant sur la seule dernière sous-période. Ce résultat apparaît surprenant quand on sait que la croissance en Amérique latine a été globalement très faible au cours de celle-ci, puisque après avoir été en moyenne de 3,7 % en 2000, elle a été de 0,4 % en 2001, de -0,6 % en 2002 avant de se fixer à 2 % en 2003, soit assez largement en deçà de la croissance mondiale (CEPAL [2005]). Il se pourrait ainsi que la corrélation constatée découle principalement du fait que les pays les plus en difficulté au cours de cette période ont concomitamment freiné l'application des réformes. En effet, la crise de

²⁰ En utilisant la méthodologie de Lora [2001], Moreno-Brid *et al.* [2004] concluent à l'absence de lien entre le degré de mise en œuvre des réformes structurelles et le taux de croissance.

²¹ Les résultats de ces mesures supplémentaires ne sont pas détaillés ici.

²² Ces pertes peuvent par exemple prendre la forme de rapatriement de bénéficiaires à l'étranger car les privatisations ont largement profité aux firmes multinationales.

2001 a conduit l'Argentine à stopper les réformes structurelles tandis qu'elle enregistrait des taux de croissance négatifs (- 4,4 % en 2001, -10,8 % en 2002), tandis que le Venezuela, dont nous avons vu qu'il avait reculé dans l'application de la dimension 1 (voir tableau 1) entre 2000 et 2003 a lui aussi connu des taux de croissance négatifs (-8,9% en 2002 et -9,7% en 2003) en raison des grèves et du coup d'État qui ont paralysé ce pays.

Cela étant, une telle approche n'est finalement qu'assez peu satisfaisante du point de vue de notre objectif initial. En effet, l'analyse séparée des effets de la mise en œuvre des différentes dimensions distinguées au sein du consensus empêche de porter un jugement global sur l'impact de l'application de celui-ci comme un tout.

Afin de pouvoir juger de l'impact global de la mise en œuvre de l'ensemble des dimensions du second consensus de Washington, il convient d'établir une mesure permettant de distinguer les pays ayant appliqué ce dernier avec le plus de vigueur. Pour ce faire, il importe de prendre simultanément en compte les degrés d'engagement atteints en 2003 dans chaque dimension, mais également et surtout les variations de ceux-ci au cours de notre période de référence. C'est sur la base de ces six variables que doivent être distingués les pays ayant le mieux répondu aux attentes des institutions financières internationales. D'autre part, il peut être également intéressant de distinguer les pays ayant consenti les efforts les plus importants du point de vue de la libéralisation financière de leur économie. Cette distinction revêt une certaine importance dans la mesure où l'accélération de la libéralisation financière constitue l'essence même de ce qui fait la spécificité du second consensus de Washington.

Ainsi, nous pouvons clairement établir un ensemble de cinq pays se distinguant par leur engagement relativement vigoureux dans l'ensemble des dimensions du second consensus de Washington au cours de la période 1990-2003²³. Il s'agit de l'Argentine, du Brésil, de l'Équateur, du Nicaragua et du Pérou. Concernant plus spécifiquement la libéralisation financière, on distinguera les pays qui ont atteint un degré élevé de libéralisation financière en 2003 et qui ont également produit d'importants efforts en ce sens au cours de la période d'observation, ce qui nous permet d'établir une liste de 12 pays²⁴. La question est alors de savoir si ces « bons élèves » ont pu bénéficier de taux de croissance économique plus élevés que les autres, et/ou s'ils ont vu leur situation d'endettement s'améliorer d'un point de vue relatif. D'autre part, nous jugerons aussi de leur capacité à bénéficier d'avancées plus significatives sur le terrain des inégalités et de la pauvreté. Le tableau 3 mesure les évolutions moyennes des différentes variables-objectifs au cours de la période 1990-2003 pour l'ensemble des pays de l'échantillon et selon qu'ils appartiennent ou non au groupe des « bons élèves » ou à celui des pays les plus engagés dans les réformes liées à la libéralisation financière. Notons tout d'abord que le faible nombre de pays inclus dans l'échantillon est à l'origine du peu d'écart de moyennes statistiquement significatifs aux seuils conventionnels. Pourtant, la cohérence des résultats obtenus avec les deux partitionnements de l'échantillon incite à commenter un certain nombre d'éléments marquants. Même s'il convient de rester très prudent du fait de l'évidente sensibilité de l'analyse à l'existence de valeurs extrêmes pour certains pays, on remarque que les « bons élèves » n'ont pas bénéficié d'une croissance économique plus forte que les autres. Il en est de même pour les pays ayant le mieux répondu aux objectifs de libéralisation financière. Du point de vue de la dette, les « bons élèves » n'ont pas obtenu de meilleurs résultats que les autres au cours de la période considérée et ont même vu la part du service de la dette dans leurs PNB respectifs s'aggraver significativement plus que celle des autres pays, ce qui confirme les conclusions déjà formulées. Si cela n'est pas le cas des pays les plus engagés dans la libéralisation financière, ils n'ont cependant pas vu leur situation sur le front de la dette s'améliorer relativement plus pour autant. Enfin, du point de vue de la pauvreté et des inégalités, on notera avec intérêt que les « bons élèves » voient en moyenne les inégalités s'aggraver plus et la pauvreté diminuer moins fortement que dans les autres pays... Si les pays ayant le mieux répondu aux objectifs de libéralisation financière présentent, pour leur part, des

²³ Pour ce faire, nous avons utilisé les techniques de classification en nuées dynamiques et de classification ascendante hiérarchique, appliquées aux 23 pays de l'échantillon sur la base des six variables considérées.

²⁴ La variable considérée ici, produite par le FMI et tirée de Gwartney *et al.* [2005], mesure l'existence de 13 types de contrôles des capitaux et de restrictions à l'accès aux marchés des capitaux internationaux. On distingue alors sur la base de cette variable et de son évolution entre 1990 et 2003, la Bolivie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, Haïti, le Nicaragua, Panama, le Paraguay, le Pérou, Trinité et Tobago et enfin l'Uruguay.

Tableau 3 : Valeurs moyennes de l'évolution des variables caractérisant les objectifs du second consensus de Washington en fonction du groupe d'appartenance, 1990 – 2003

Objectifs 1990 - 2003 ¹	«Bons élèves» 5 pays	Autres pays 18 pays	LIF «forte» 12 pays	Autres pays 11 pays	Ensemble 23 pays
Variation du PIB	0,445	0,538	0,483	0,556	0,518
Variation du PIB / hab.	0,165	0,230	0,172	0,265	0,216
Variation du montant de la dette externe	0,633	0,937	0,610	1,157	0,871
Variation du ratio service de la dette / PNB	2,051	0,023	0,860	0,100	0,464
Variation des inégalités ²	- 5,2	- 2,9	- 5,6	- 1,3	- 3,5
Variation de la pauvreté ²	4,4	10,6	8,0	9,6	8,8

(1) Les différences de moyennes statistiquement significatives sont reportées en caractères gras ; (2) Une variation positive des inégalités ou de la pauvreté correspond à une baisse de celles-ci. Les données sur les inégalités ne concernent que 20 pays et celles sur la pauvreté que 17 pays parmi les 23 de l'échantillon.

performances comparables aux autres en termes de baisse de la pauvreté, ils affichent par contre un résultat significativement moins bon que les autres sur le terrain des inégalités. L'aggravation de ces dernières au cours de la période 1990-2003 y est beaucoup plus forte qu'ailleurs.

Pour plus encore de précision et pour pondérer les effets liés à l'existence de valeurs extrêmes, on peut résumer les résultats obtenus grâce aux deux graphiques suivants.

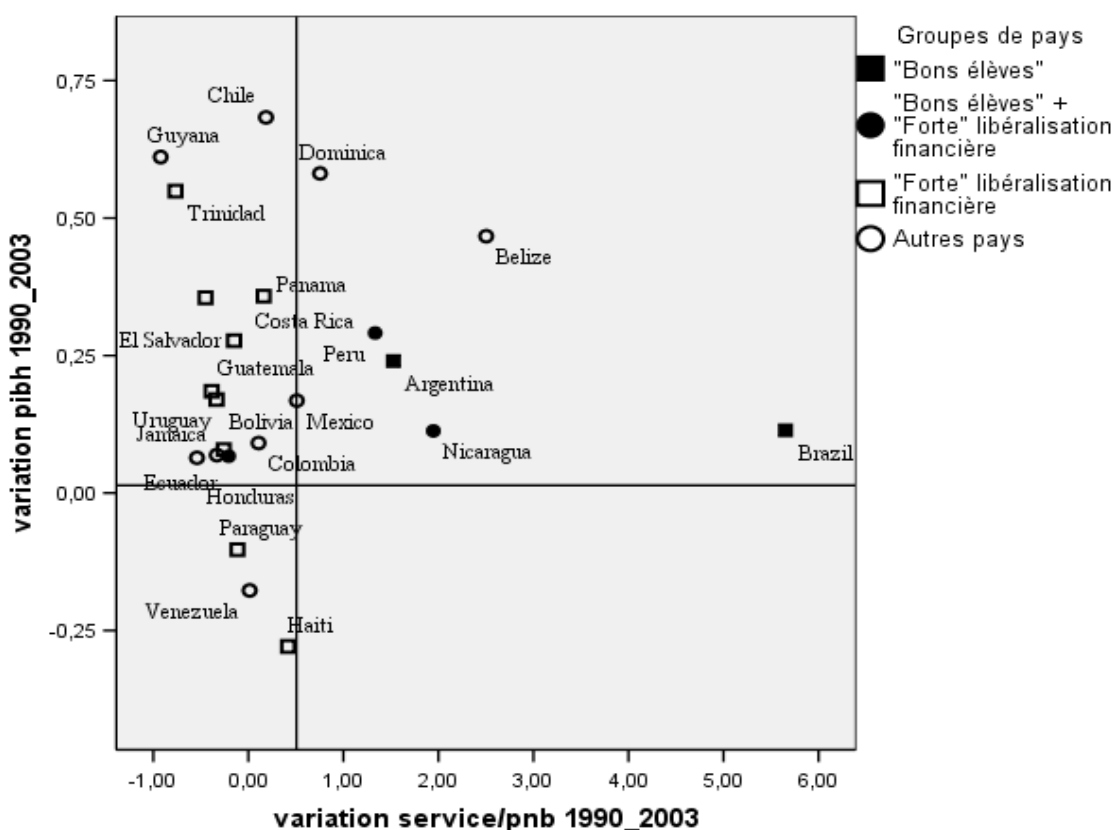
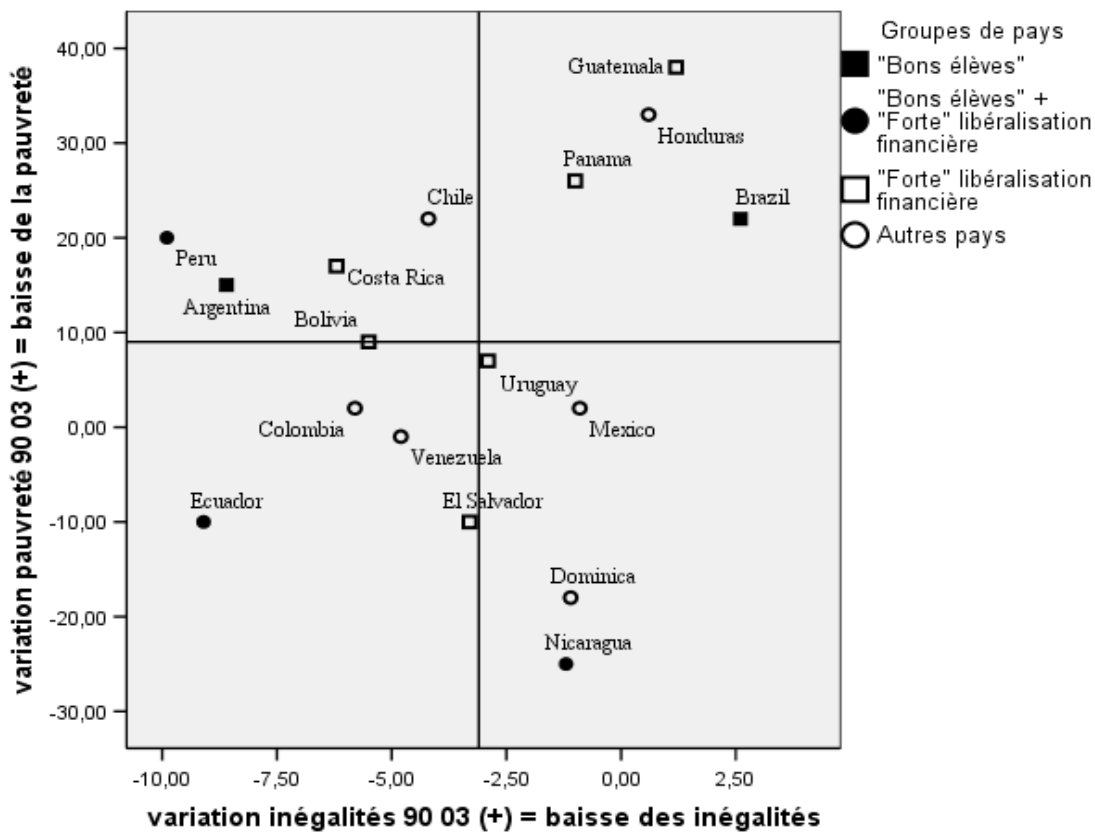
Figure 2 : Evolutions du service de la dette et du PIB par habitant, 1990 - 2003

Figure 3 : Evolutions des inégalités et de la pauvreté, 1990 - 2003



La figure 2 représente la « réussite » relative des pays du point de vue de la croissance et de l'endettement. Il croise en abscisse la variation du service de la dette rapporté au PNB et en ordonnée celle du PIB par habitant au cours de la période 1990-2003. La réussite relative des pays est alors jugée par leur positionnement dans les quatre cadrans établis par les médianes des distributions des deux variables considérées. Or, les pays situés dans le cadran nord-ouest, qui ont connu une évolution contrôlée du service de la dette et une croissance du PIB par tête relativement forte n'appartiennent pas aux groupes de pays ayant le mieux appliqué les recommandations des institutions internationales, à l'exception notable de l'Equateur. La figure 3 vise pour sa part à juger de la performance des pays sur le terrain de la pauvreté et des inégalités. Il croise pour se faire, selon le même principe que le graphique précédent, la variation des inégalités et celle de la pauvreté entre 1990 et 2003, pour les pays pour lesquels ces données sont disponibles. À l'exception du Brésil — qui partait d'une situation extrêmement inégalitaire —, les pays ayant le plus appliqué les recommandations des IFI n'en retirent pas d'avantage marqué en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Le cas de l'Equateur peut même être évoqué comme exemple de réussite « économique » accompagnée d'effets sociaux désastreux...

4. Conclusion

Rodrik [2006] souligne que plus personne aujourd'hui ne croit aux bienfaits du consensus de Washington. Dès 1998, il était déjà devenu évident pour beaucoup qu'il soulevait beaucoup plus de problèmes qu'il n'en réglait. Selon Stiglitz [1998a], [1998b], il convenait de rompre avec une vision étroite du développement, centrée sur la seule croissance économique. Le post-consensus qu'il appelait de ses vœux devait reconnaître que le développement implique aussi une croissance du niveau de vie, de la santé et de l'éducation, qu'il doit être soutenable, équitable, démocratique et doit préserver l'environnement. Nombreux sont ceux qui se sont ralliés à cette vision plus large du développement, qui insiste sur le rôle des institutions et donne la priorité à la lutte contre la pauvreté et

les inégalités (Kuczynski et Williamson [2003], Birdsall et de la Torre [2001])²⁵. Les institutions internationales elles-mêmes ont intégré ces évolutions dans leurs discours par le biais des objectifs du millénaire pour le développement.

Si les discours évoluent, les pratiques restent cependant très largement liées à la stratégie de croissance par recours à l'épargne étrangère que dénonce Bresser-Pereira [2002]. Nos résultats confirment qu'une telle approche fragilise les économies latino-américaines et les maintient sous la tutelle des IFI. L'expérience montre pourtant, comme Keynes le proclamait déjà dans les années 1930, que le développement passe par une approche centrée sur le marché domestique. Dès lors, l'entêtement des grandes puissances — au travers du G7 et des IFI — à continuer de promouvoir des stratégies largement basées sur les préceptes du (second) consensus de Washington ne peut que surprendre, sauf à considérer qu'elles œuvrent à la défense de leurs intérêts propres et non en faveur de l'intérêt général. L'interrogation (faussement ?) naïve de Keynes concernant la possibilité que ses idées puissent être mises en pratique — « *Les intérêts qu'elles desservent sont-ils plus puissants et plus apparents que ceux qu'elles favorisent ?* » (Keynes [1936], p.375) — prend alors tout son sens et nous permet de mesurer le chemin à parcourir pour définitivement tourner le dos au consensus de Washington.

Références bibliographiques

- Arestis, P., 2004, "Washington consensus and financial liberalization", *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.27, n°2, p.251-271.
- Banque mondiale, 2005a, *World development indicators 2005, CD-ROM*.
- Banque mondiale, 2005b, *Global Development Finance 2005, CD-ROM*.
- Ben Gamra, S., Clévenot, M. 2006, « Libéralisation financière et crises bancaires dans les pays émergents. La prégnance du rôle des institutions », Document de travail du CEPN n°8-2006, Université Paris XIII.
- Berr, E., Combarous, F., 2005. « Vingt ans d'application du consensus de Washington à l'épreuve des faits », *Économie appliquée* vol. LVIII, n°2, p.5-44.
- Berr E., Combarous F., Rougier E. [2005], "Too much consensus could be harmful: measuring the degree of implementation of the Washington consensus and its impact on economic growth", CED Working paper n°116/2005, University of Bordeaux.
- Birdsall, N., de la Torre, A. 2001, *Washington Contentious : Economic Policies for Social Equity in Latin America*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace and Inter-American Dialogue.
- Bresser-Pereira, L.C., 2002, "Brazil's Quasi-Stagnation and the Growth *cum* Foreign Savings Strategy", *International Journal of Political Economy*, vol.32, n°4, p.76-102.
- Bresser-Pereira, L.C., Varela, C., 2004, "The second Washington consensus and Latin America's quasi-stagnation", *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.27, n°2, p.231-250.
- Câmara Neto, A.F., Vernengo, M., 2002, "Globalization, a Dangerous Obsession", *International Journal of Political Economy*, vol.32, n°4, p.4-21.
- Carvalho, F.J.C., 2002, "Strengthening the Defenses of the Brazilian Economy Against External Vulnerability", *International Journal of Political Economy*, vol.32, n°4, p.35-48.
- CEPAL. 2005, *Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean*, Santiago du Chili, Nations unies.
- Correa, R. 2002, "The Washington Consensus in Latin America: A Quantitative Evaluation", NIP papers, http://www.grade.org.pe/eventos/nip_conference/private/Correa-The%20Washington%20Consensus.pdf.
- Davidson, P., 2004, "A Post Keynesian view of the Washington consensus and how to improve it", *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.27, n°2, p.207-230.
- Filmer, D., Pritchett, L. 1998, « Estimating wealth effects without expenditure data — or tears : an application to educational enrollments in states of India », Banque mondiale, mimeo.

²⁵ Williamson [2004] reconnaîtra finalement la nécessité de lutter contre les inégalités, mais les moyens qu'il propose d'utiliser sont toujours largement inspirés du consensus de Washington.

- Gwartney, J., Lawson, R., Emerick, N. 2005, *Economic Freedom of the World: 2005 Annual Report*, The Fraser Institute, Vancouver, <http://www.freetheworld.com>.
- Keynes, J.M. 1936, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1996.
- Kuczynski, P., Williamson, J. (eds). 2003, *After the Washington Consensus: Restarting Growth and Reform in Latin America*, Washington, Institute for International Economics.
- Lapeyre, F. 2004, "Globalization and structural adjustment as a development tool", International Labour Office Working paper n°31, Geneva.
- Lora, E., 2001, "Structural reforms in Latin America: what has been reformed and how to measure it", *Inter-American Development Bank Working Paper n°466*, Washington DC.
- Moreno-Brid, J.C., Pérez Caldentey, E., Ruiz Nápoles, P. 2004, "The Washington consensus: a Latin American perspective fifteen years later", *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 27, n°2, p.345-365.
- Ocampo, J.A. 2004, "Beyond the Washington consensus: what do we mean?", *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 27, n°2, p.293-314.
- Rodrik, D. 2004, « Rethinking Growth Policies in the Developing World », Luca d'Agliano Lecture in Development, Turin, 8 octobre, http://ksghome.harvard.edu/~drodrik/Luca_d_Agliano_Lecture_Oct_2004.pdf.
- Rodrik, D., 2006, "Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion?", Harvard University, mimeo, http://ksghome.harvard.edu/~drodrik/Lessons%20of%20the%201990s%20review%20_JEL_.pdf.
- Sahn, D., Stifel, D. 2000, « Poverty Comparisons Over Time and Across Countries in Africa », *World Development*, vol. 28, n°12.
- Sanchez, O. 2003, « Globalization as a Development Strategy in Latin America ? », *World Development*, vol. 31, n°12.
- Stiglitz, J. 1998a, « More Instruments and Broader Goals : Moving toward the Post-Washington Consensus », WIDER Lecture, Helsinki, <http://www.wider.unu.edu/publications/annual-lectures/annual-lecture-1998.pdf>.
- Stiglitz, J. 1998b, « Towards a New Paradigm for Development : Strategies, Policies, and Processes », Prebisch Lecture, Genève, 19 octobre, <http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/prebisch98.pdf>.
- Stiglitz, J., 2000, "Capital Market Liberalization, Economic Growth, and Instability", *World Development*, vol.28, n°6, p.1075-1086.
- Stiglitz, J., 2002, *Globalization and its Discontents*, New York, Norton.
- Toussaint, E. 2005, *Your Money [or] Your Life. The Tyranny of Global Finance*, Chicago, Haymarket Books.
- UNDP, Rapport mondial sur le développement humain, Economica, Paris.
- UNU-WIDER. 2005, *World Income Inequality Database*, <http://www.wider.unu.edu/wiid/wiid.htm>.
- Williamson, J. 1990, « What Washington means by policy reform », in Williamson J. (ed.), *Latin America adjustment: how much has happened?*, Washington, Institute for International Economics, <http://www.iie.com/publications/papers/williamson1102-2.htm>.
- Williamson, J. 2000, « What Should the World Bank Think about the Washington Consensus ? », *The World Bank Research Observer*, vol. 15, n°2, p.251-264.
- Williamson, J. 2004, « The strange history of the Washington consensus », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 27, n°2, p.195-206.

Annexes

Annexe 1 : Méthode de construction des onze variables constitutives du second consensus de Washington

Variable AB : austérité budgétaire

Elle combine la valeur du *solde budgétaire rapporté au PIB* et celle du *service de la dette rapportée au PNB* (source : Banque mondiale [2005b]). Les deux variables sont standardisées puis ramenées dans l'intervalle [0 ; 10] (sur l'ensemble des périodes) par interpolation linéaire ; la valeur du SB est d'autant plus proche de 10 que celui-ci est élevé, alors que celle de la dette est d'autant plus proche de 10 que celle-ci est faible. La variable AB est la moyenne des deux variables ci-dessus.

Variable PE : action sur les dépenses publiques limitant le poids de l'État

Variable composite synthétisant la *part de la consommation publique dans la consommation totale* et la *part des transferts et subventions dans le PIB*. Source : Gwartney *et al.* [2005], variables 1A et 1B. La valeur est d'autant plus élevée que le poids de l'État dans l'économie est faible.

Variable PM : promotion d'une politique monétaire orthodoxe basée sur la libéralisation des taux d'intérêt

Elle combine les variables 5Aiv et 3 de Gwartney *et al.* [2005] et considère ainsi simultanément le *mode de détermination des taux d'intérêt, l'orientation de la politique monétaire, le niveau des taux d'intérêt réels* (5Aiv), mais aussi le *différentiel inflation - croissance, l'instabilité monétaire et le taux d'inflation* (3). La valeur de la variable est d'autant plus élevée que la politique monétaire permet des taux d'intérêt fixés par le marché, durablement positifs, que l'inflation et le différentiel d'inflation sont faibles et qu'une certaine stabilité monétaire prédomine.

Variable EX : ouverture extérieure

Elle combine la valeur de la *balance des transactions courantes rapportée au PIB* et celle du *taux de croissance annuelle des exportations* (source : Banque mondiale [2005a]). Les deux variables sont standardisées puis ramenées dans l'intervalle [0 ; 10] (sur l'ensemble des périodes) par interpolation linéaire ; la valeur de la balance des transactions courantes est d'autant plus proche de 10 que celle-ci est élevée, et celle du taux de croissance des exportations est d'autant plus proche de 10 que celui-ci est fort. La variable EX est la moyenne des deux variables ci-dessus.

Variable LIC : libéralisation commerciale

Variable composite synthétisant le *niveau des barrières tarifaires et non tarifaires* aux échanges internationaux. Source : Gwartney *et al.* [2005], variables 4A et 4B. La valeur est d'autant plus élevée que les barrières sont faibles.

Variable CO : compétitivité des investissements directs étrangers

Elle combine la valeur des *flux nets d'IDE en % du PIB* et un *indicateur de la facilité réglementaire d'accès au pays* pour les investisseurs étrangers (source : Banque mondiale [2005a], Gwartney *et al.* [2005], variable 4Ei). Les deux variables sont standardisées puis ramenées dans l'intervalle [0 ; 10] (sur l'ensemble des périodes) par interpolation linéaire. La valeur de la variable d'IDE est d'autant plus proche de 10 que ceux-ci sont élevés, et celle concernant la réglementation du marché des capitaux est d'autant plus proche de 10 que celle-ci est souple. La variable CO est la moyenne des deux variables ci-dessus.

Variable PR : privatisation

Elle considère la *part de l'investissement public dans l'investissement total, ainsi que la proportion d'entreprises nationalisées* (source : Gwartney *et al.* [2005], variable 1C). La valeur est d'autant plus élevée que le degré de privatisation est important.

Variable DE : déréglementation

Elle synthétise le *niveau de réglementation du marché du crédit, du marché du travail et des affaires* (source : Gwartney *et al.* [2005], variable 5). La valeur est d'autant plus élevée que ces marchés sont déréglementés.

Variable RF : réforme fiscale

Elle synthétise la *part des impôts directs sur les revenus, les profits et les capitaux dans le total des impôts* (source : Banque mondiale [2005a]), le *niveau maximal des taux marginaux d'imposition et les seuils d'application de ceux-ci* (source : Gwartney *et al.* [2005], variable 1Dii). Les deux variables sont standardisées puis ramenées dans l'intervalle [0 ; 10] (sur l'ensemble des périodes) par interpolation linéaire ; la valeur de la

variable d'impôts est d'autant plus proche de 10 que ceux-ci sont faibles, et celle du taux d'imposition est d'autant plus proche de 10 que celui-ci est faible et que les seuils d'application sont élevés. La variable RF est la moyenne des deux variables ci-dessus.

Variable DP : droits de propriétés

La valeur est d'autant plus élevée qu'existent une *justice indépendante, des cours impartiales, une protection de la propriété intellectuelle, une indépendance vis-à-vis des militaires et une véritable intégrité du système judiciaire* (source : Gwartney *et al.* [2005], variable 2).

Variable LIF : libéralisation financière

Cette variable mesure les *restrictions à l'accès aux marchés des capitaux internationaux*, ainsi que le contrôle des changes. Source : Gwartney *et al.* [2005], variable 4Eii. La valeur est d'autant plus élevée que les barrières sont faibles.

Annexe 2 : Principaux résultats de l'ACP

Tableau 1. Matrice des corrélations entre les variables constitutives du second consensus

	Austérité budgétaire	Dépenses publiques	Politique monétaire	Ouverture extérieure	Libéralisation commerciale	Compétitivité des IDE	Privatisation	Deregulation	Réforme fiscale	Droits de propriété	Libéralisation financière
AB	1	0,300	0,254	0,104	0,241	-0,244	0,063	0,287	0,145	-0,194	0,508
PE	0,300	1	0,157	-0,164	-0,008	-0,430	0,033	0,033	0,080	-0,428	0,210
PM	0,254	0,157	1	-0,067	0,495	0,456	0,045	0,587	0,337	0,333	0,071
EX	0,104	-0,164	-0,067	1	0,065	0,054	0,384	-0,343	0,044	-0,112	-0,085
LIC	0,241	-0,008	0,495	0,065	1	0,251	0,114	0,173	0,089	0,202	0,305
CO	-0,244	-0,430	0,456	0,054	0,251	1	0,119	0,379	0,003	0,680	-0,175
PR	0,063	0,033	0,045	0,384	0,114	0,119	1	-0,257	-0,377	0,120	0,151
DE	0,287	0,033	0,587	-0,343	0,173	0,379	-0,257	1	0,198	0,566	0,083
RF	0,145	0,080	0,337	0,044	0,089	0,003	-0,377	0,198	1	-0,126	-0,100
DP	-0,194	-0,428	0,333	-0,112	0,202	0,680	0,120	0,566	-0,126	1	-0,043
LIF	0,508	0,210	0,071	-0,085	0,305	-0,175	0,151	0,083	-0,100	-0,043	1

Note: Les valeurs en caractères gras désignent les corrélations significatives

Tableau 2. Vecteurs propres de l'analyse en composantes principales

	PC1	PC2	PC3	PC4	PC5	PC6	PC7	PC8	PC9	PC10	PC11
AB	0,057	0,527	0,173	0,024	-0,244	-0,450	-0,323	-0,298	0,187	-0,322	-0,309
PE	-0,146	0,456	-0,071	-0,080	0,655	0,055	0,037	0,449	-0,131	-0,300	-0,129
PM	0,462	0,233	0,016	0,211	0,344	0,088	-0,010	-0,123	0,288	0,633	-0,248
EX	-0,097	-0,092	0,448	0,578	-0,091	-0,314	-0,157	0,514	-0,132	0,174	0,058
LIC	0,305	0,219	0,286	0,133	-0,171	0,698	-0,339	-0,028	-0,268	-0,193	0,139
CO	0,457	-0,300	0,105	0,077	0,069	0,015	0,143	0,232	0,599	-0,492	0,062
PR	-0,018	-0,064	0,638	-0,047	0,403	-0,130	0,300	-0,473	-0,150	-0,084	0,253
DE	0,467	0,163	-0,236	-0,182	0,039	-0,389	-0,176	0,093	-0,212	0,066	0,652
RF	0,120	0,208	-0,346	0,617	-0,118	-0,014	0,548	-0,185	-0,225	-0,208	0,030
DP	0,466	-0,268	0,075	-0,233	-0,046	-0,167	0,120	0,111	-0,533	-0,068	-0,553
LIF	0,031	0,410	0,289	-0,348	-0,413	0,067	0,547	0,310	0,120	0,191	0,070
Eigen values	2,791	2,224	1,737	1,245	0,856	0,744	0,450	0,327	0,308	0,203	0,115
% de variance	25,370	20,221	15,788	11,321	7,784	6,761	4,088	2,970	2,803	1,845	1,050
% cumulés	25,370	45,591	61,379	72,699	80,483	87,244	91,332	94,303	97,106	98,950	100,000

Note: Les valeurs en caractères gras identifient les variables contribuant le plus fortement à la variance captée par chaque composante principale